



## Dans la tête de Jean-Michel Blanquer, ce méthodique ministre de l'éducation nationale

De l'obligation de l'instruction à 3 ans à la réforme du baccalauréat, en passant par les « ajustements » des programmes scolaires... le ministre de l'éducation publie un livre sur ses engagements après à peine un an d'exercice.

Il ne se passe quasiment pas un jour sans une prise de parole médiatisée de Jean-Michel Blanquer, au point que même les spécialistes ont renoncé à en suivre toutes les occurrences. Alors pourquoi le ministre de l'éducation a-t-il souhaité publier un livre après à peine un an d'exercice ? Voire six mois, si l'on retient le moment où il a informé les membres de son cabinet de ce projet, « entre Noël et le Jour de l'an », selon son entourage. Il s'en explique dès l'introduction : « En écrivant ce nouvel ouvrage [après, chez le même éditeur, L'École de la vie, en 2014, et L'École de demain, en 2016], je souhaite montrer l'ampleur des engagements pris et leur portée concrète. (...) Il me semble utile et sain sur le plan démocratique d'explicitier ce qui se joue depuis un an afin de susciter la plus grande participation et adhésion possible de la société française. »

On peut sans risque en déduire que M. Blanquer est un ministre méthodique qui ne laisse rien au hasard et qui préfère, se sachant à un poste exposé, en faire trop que pas assez.

Au vu du nombre de chantiers ouverts, en offrir une synthèse au lecteur, même à si brève échéance, a du sens : de l'obligation de l'instruction à 3 ans à la réforme du baccalauréat, en passant par les « ajustements » des programmes scolaires, chaque mesure a droit à son chapitre sans que soit toujours distingué – et c'est dommage – ce qui relève du projet (le nouveau lycée) et ce qui existe déjà (les « CP dédoublés »). « Ce n'est pas un bilan, mais le reflet de sa façon de penser, précise-t-on dans son entourage. Blanquer est un homme qui ramène toujours tout au sens des choses. »

Genre ingrat

Un plaidoyer de ministre sur sa propre action est un genre ingrat. Ce livre n'y échappe pas. Mais il offre l'intérêt d'illustrer le double système de pensée – et de communication – qui, depuis la nomination de M. Blanquer Rue de Grenelle, le voit redoubler d'annonces sans susciter (ou presque) de réaction critique.

Contradiction entre l'affirmation, réitérée au fil des pages, du recours aux sciences pour éclairer les décisions éducatives, et la place prépondérante qu'il accorde, dans les faits, à un pan particulier de la recherche, les neurosciences, et au professeur Stanislas Dehaene, placé à la tête d'un « conseil scientifique » de l'éducation. Idem quand il ne se réfère qu'à une partie de l'état des lieux sur l'apprentissage de la lecture pour asseoir le message politique fort du « retour » au b.a.-ba. Contradiction aussi entre, l'affirmation répétée de la « confiance » aux enseignants, et la pluie de prescriptions déversée sur eux concernant les « fondamentaux », la « syllabique »... La liste n'est pas exhaustive, et chaque élément de son programme d'action démontre, s'il en était besoin, que le ministre a une vision très précise de ses objectifs et des moyens d'y parvenir.

L'argumentaire suit chaque fois un schéma identique : avec lui commence une étape de reconquête pour sortir l'école française de l'échec. Ce n'est pas formulé ainsi, Jean-Michel Blanquer sait choisir ses mots, mais c'est fortement suggéré, et cela suffit.

Une présentation avantageuse

« La France a absolument besoin d'un lycée professionnel dynamique tourné vers les excellences à la française et vers les métiers d'avenir », écrit-il, par exemple, à propos d'une réforme qu'il a annoncée en mai. Qui pourrait soutenir le contraire ? Qui s'opposerait à sa volonté de « créer de grands campus professionnels », des

« Harvard professionnels » selon sa formule ? Mais défendre cette voie sans rappeler que des dizaines de « campus des métiers et des qualifications » ont été développées depuis 2013 – dans

le prolongement des « lycées des métiers », eux-mêmes lancés à l'aube des années 2000 par Jean-Luc Mélenchon, alors ministre délégué à l'enseignement professionnel – est une façon pour le moins avantageuse de présenter les choses. Idem quand il exprime sa volonté de « prendre la mesure de la révolution numérique », comme si ses prédécesseurs n'avaient rien réalisé en ce domaine.

Sans surprise, chaque étape dans l'action du ministre est présentée comme se situant dans les pas du président de la République et au rythme d'un refrain cher à la Macronie : « dépasserles (vieux) clivages ». Peut-on reprocher à un ministre son habileté politique ? Probablement pas. Dans le cas de M. Blanquer, celle-ci va plus loin que la première apparence. Elle s'accompagne d'un dosage de son expression, d'un balancement des arguments – toujours au nom de l'équilibre à trouver – et d'une grande souplesse tactique. Ainsi, s'il peut, comme ici, négliger le bilan de ses prédécesseurs, M. Blanquer sait aussi se placer dans la continuité de l'action publique. Il vient de le démontrer sur le dossier délicat de la laïcité. Il est également capable, alors que les mouvements pédagogiques et certains syndicats lui prêtent une politique de revanche, de déjouer cette étiquette, par exemple lorsqu'il défend les concepts de l'évaluation bienveillante ou de l'école inclusive.

Il sait aussi glisser, au détour d'une phrase, comme des petits cailloux: ainsi, page 21, « le temps de la loi viendra quand ce sera nécessaire », une ligne après avoir lui-même rappelé qu'il n'avait pas choisi cette méthode de réforme. Dans sa conclusion, Jean-Michel Blanquer prend date: « Dans quatre ans, collectivement, nous devons avoir remporté une manche décisive sur la difficulté scolaire à laquelle sont confrontés trop d'enfants dans notre pays. »